



## JEAN-MICHEL BLANQUER

# « La présidentielle ne peut pas être une Foire du Trône de la démagogie »

Le ministre de l'Éducation vient de battre le record de longévité à son poste. Il fustige les oppositions, notamment Anne Hidalgo, qui propose de doubler en cinq ans le salaire des enseignants.

**PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER BEAUMONT ET THOMAS POUPEAU**

**VOILÀ DES SEMAINES**, des mois, qu'il pensait à ce record de durée à la tête du ministère de l'Éducation nationale. Une obsession ? « Non, mais ça serait une belle satisfaction. Le plus difficile ici, c'est de durer. Et si on veut pouvoir vraiment réformer, il faut du temps », nous confiait avant l'été Jean-Michel Blanquer. C'est chose faite : quatre ans, trois mois et vingt-sept jours. Mieux que Christian Fouchet, ancien ministre de l'Éducation nationale sous de Gaulle, dont tout le monde pensait que la longévité ne serait jamais dépassée.

En contemplant depuis la fenêtre de son bureau l'immense platane centenaire qui trône magistralement au milieu des jardins de la rue de Grenelle (Paris VII<sup>e</sup>), Jean-Michel Blanquer doit se dire qu'il en a essayé, comme lui, des tempêtes. Mais il est toujours là. « Ça fait quatre ans qu'il en prend plein la gueule. Mais le mec te dit toujours qu'il aime son job. C'est dingue »,

s'amuse un de ses homologues au gouvernement.

En le nommant à ce poste si stratégique en 2017, Emmanuel Macron le connaissait pourtant peu. Au fil du temps, les deux se sont apprivoisés. Jean-Michel Blanquer est même devenu un maillon essentiel de cette majorité. Parfois – souvent ! – en se mettant à dos une partie, plus ou moins large, du monde éducatif. Qu'importe leur colère : dans un livre intitulé « École ouverte », qui vient de paraître chez Gallimard, Jean-Michel Blanquer chronique l'année et demie de gestion de crise, pilotée depuis la « war room » installée au ministère. Il y tance les « professionnels du tohu-bohu », « les polémiques vaines » et ceux qui trouvent à redire. Du bout de la plume, il reconnaît des failles. Mais pour l'essentiel, il est comme son platane : droit dans ses bottes.

**JEAN-MICHEL BLANQUER**  
Huit jours après la rentrée, combien de classes sont-elles

**fermées pour cause de Covid ?**

Un peu plus de 3 000, ce qui représente à peine plus de 0,5 % des 540 000 classes du pays. Nous nous attendons à ce que cela augmente ces prochains jours, puis se stabilise, avant de redescendre, si cela suit la courbe que nous avons eue à chaque retour de vacances. C'est aussi ce schéma que l'on constate à la Réunion, où la rentrée a eu lieu deux semaines avant la métropole.

**Où en est la vaccination des plus de 12 ans organisée dans les collèges et lycées depuis le 2 septembre ?**

67 % des 12-17 ans ont reçu une dose, et 54 % sont complètement vaccinés. D'ici la fin du mois, tous les élèves auront eu une proposition via leur établissement, et l'on espère dépasser les trois quarts de vaccinés très vite.

**Les tests deviennent payants pour tous mi-octobre. Seront-ils gratuits pour les élèves, si l'on considère que le dépistage est central contre l'épidémie à l'école ?**

Ils sont toujours gratuits en milieu scolaire, pour les enfants et les adultes – lesquels sont dotés de deux auto-tests par semaine, gratuitement. Hors de l'école, on obéit au droit commun, donc ces tests seront payants pour tous.

**Vous aviez annoncé des moyens pour équiper les écoles de capteurs de CO<sub>2</sub>. Quelle est l'enveloppe ?**

La généralisation de ces outils est souhaitable, mais elle ne doit pas faire oublier le geste de base, l'ouverture des fenêtres. Les collectivités sont en train de les déployer. Les préfets ont consigné d'aider celles qui ont des difficultés. Je rappelle qu'un capteur de CO<sub>2</sub> coûte quelques dizaines d'euros... Quand je vois la mairie de Paris dire qu'elle a besoin de l'État pour quelque chose qui lui coûterait plusieurs dizaines de milliers d'euros, alors qu'elle a un budget de plus de 9 milliards d'euros, c'est une plaisanterie !





**Vous êtes depuis hier le ministre de l'Éducation nationale resté le plus longtemps en poste : quatre ans, trois mois et vingt-sept jours. Devant Christian Fouchet, ministre sous de Gaulle. Cela vous fait quoi ?**

C'est une date symbolique. Elle a du sens dans la mesure où elle signifie que cette fonction peut être stable. C'était un souhait partagé avec le président dès le début du quinquennat, pour mettre en place des politiques publiques durables. Pendant trop longtemps sous la V<sup>e</sup> République et même avant, ce poste a été instable. Cela a favorisé des zigzags et le manque d'une stratégie en continu pour la consolidation des savoirs fondamentaux des élèves.

**Quel moment vous a-t-il particulièrement marqué ?**

Mai 2020, quand il a fallu batailler pour la réouverture des écoles. L'intérêt supérieur du pays et des enfants était en jeu mais cela ne suffisait pas pour convaincre tout le monde. C'est là que tout s'est joué, pour distiller le principe et les réflexes d'une école ouverte en temps d'épidémie.

**On dit que ce ministère est le plus difficile...**

Plus on l'aime, moins il l'est. Il ne faut pas vivre sur le mythe du « mammoth », mais sur une réalité. Cette réalité est belle. C'est une maison magnifique, avec 1 million de personnels et plus de 12 millions d'élèves, et la mission la plus belle qui soit : la transmission des savoirs aux enfants. J'ai toujours mis cette passion de l'éducation au-dessus des tracés de la gestion d'une institution immense. D'ailleurs, elle n'est ni immobile ni ingérable. N'oublions pas que la première grande réforme, celle du

dédoublage des classes de CP en éducation prioritaire, a été mise en place en deux mois, dès la rentrée 2017, pour qu'elle bénéficie à 60 000 élèves et à près de 400 000 par an désormais. Idem pendant la crise du Covid, où elle a prouvé sa force par rapport à bien des systèmes éducatifs étrangers. Cette maison a des vertus de réactivité, contrairement aux clichés.

**Les syndicats retiendront sans doute votre « autoritarisme » ; vous répondez « détermination ». Et vous, que voulez-vous qu'on retienne de vous ?**

Ma ligne directrice, c'est l'intérêt de l'enfant. Vous pouvez analyser toutes mes décisions à l'aune de cela. De l'autoritarisme ? Notre débat public est trop caractérisé par l'outrance et la caricature. Certains acteurs, dès le premier jour, ont cherché à installer cette image. J'ai tant d'exemples de concertations où les décisions ont évolué après écoute ! Mais il est vrai que je ne recule pas devant la pression. Je ne cède pas au rapport de force.

**Vous venez de faire paraître un ouvrage, « École ouverte », sur les dix-huit mois de gestion de la crise sanitaire au prisme de l'école. Vous y réglez vos comptes avec ceux qui contestaient vos décisions. Supportez-vous la contradiction ?**

Si je ne supportais pas la contradiction, j'aurais quitté depuis longtemps l'univers de l'Éducation nationale, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'épargne pas ses dirigeants. Il est normal de répondre aux critiques. C'est d'ailleurs une façon de respecter ceux qui les émettent. Et je reconnais bien volontiers que tout est forcément imparfait quand on

affronte des circonstances inédites. Faudrait-il que je me flagelle en m'excusant d'avoir tout fait pour que nos enfants aillent à l'école ? Et que je m'incline devant ceux qui réclamaient l'inverse, ceux dont on voit aujourd'hui qu'ils ont eu tort mais qui continuent à avoir le verbe haut ? Ce livre se veut utile pour prendre du recul sur ce qui a fait nos forces et nos faiblesses – je reconnais les unes et les autres – pour mieux éclairer les choix du futur.

**Il reste sept mois de quinquennat. Quels sont les prochains chantiers ?**

Déjà, gérer la crise sanitaire en gardant les écoles ouvertes. Et une série de consolidations : l'aide personnalisée aux élèves en difficulté, la consolidation des réformes du bac et de la voie professionnelle, l'extension de Devoirs faits (NDLR : des professeurs et étudiants dédiés à l'accompagnement des décrocheurs) à plus de collégiens. Nous avons aussi le très grand chantier du Grenelle de l'éducation, à commencer par la rémunération des professeurs, la personnalisation de leurs carrières et leur bien-être professionnel.

**Vous défendez beaucoup l'action d'Emmanuel Macron dans les 112 pages du livre. C'est une façon de vous placer pour la campagne présidentielle qui vient ?**

Non. Il est évident que la crise accentue tous les traits et la manière de réagir de chacun. Donc, elle a aussi accentué les caractéristiques d'homme d'État du président. Ce livre montre sa capacité à prendre des décisions en temps de crise, notamment sur l'école ouverte qui n'a pu être possible





que grâce à sa détermination et à celle du gouvernement avec tous les acteurs de l'éducation.

**S'il est réélu, avez-vous envie de continuer à ses côtés, dans ce ministère ou dans un autre ?**  
 Oui. Là où ce sera utile pour notre pays.

**Quel regard portez-vous sur la campagne présidentielle qui débute ? Déjà 31 candidats en comptant ceux des primaires !**  
 Cela prouve que notre démocratie reste vivace. Ce qui est plutôt une bonne nouvelle. Après, quand je vois la difficulté des autres partis à trouver leur unité, c'est aussi le signe d'un très grand désordre idéologique, à gauche comme à droite. Si, depuis quatre ans, au lieu de sombrer dans l'antimacronisme systématique, ils avaient échafaudé un programme de gouvernement, ils seraient aujourd'hui plus unis et plus crédibles.

**Anne Hidalgo propose de doubler les salaires des enseignants en un quinquennat. Crédible ou peu sérieux ?**

On est au sommet de la démagogie ! Même Jean-Luc Mélenchon l'a qualifié ainsi. C'est dire ! Cette mesure que propose Anne Hidalgo aurait un coût cumulé de 150 milliards à la fin du quinquennat. L'élection présidentielle ne peut pas être une Foire du Trône de la démagogie. Bien sûr, nous devons fortement augmenter la rémunération des professeurs, et c'est ce que nous avons entamé. Leur salaire aura bien plus augmenté entre 2017 et 2022 qu'entre 2012 et 2017 quand il y avait un gouvernement que soutenait M<sup>me</sup> Hidalgo. Un professeur qui gagnait 1 700 €

auparavant gagne aujourd'hui 1 869 € net. Et d'ici deux ou trois ans, aucun nouveau professeur ne commencera sa carrière en dessous des 2 000 € net par mois.

**Éric Zemmour n'est pas tendre avec le président, dont il dit dans son livre qu'il « n'est qu'un Hollande en mieux vêtu ». C'est violent ?**

Cela montre bien qu'il n'a pas quitté ses vêtements de polémiste pour ceux d'un candidat crédible à l'élection présidentielle. Il a plus le goût de la formule que celui d'approfondir ses sujets. Je le vois d'ailleurs sur les questions éducatives où il ne dit que des choses superficielles, en allant directement sur des clichés. Il faut faire attention aux effets esthétiques d'un polémiste habile qui ne servent pas le débat démocratique.

**Qu'est-ce que sa candidature dit de l'état de notre société aujourd'hui et de la classe politique ?**

C'est la preuve que dans un pays comme le nôtre la liberté d'expression, de manifester, d'opinion tout simplement, est libre et large, même pour ceux qui prétendent, contre toute évidence, que nous serions une dictature. Mais l'outrance et le pessimisme ne font pas un programme présidentiel. Zemmour est grisé par ses propres excès. Sa candidature dit quelque chose de la nervosité ambiante amplifiée par la télévision et les réseaux sociaux.

## Ministère de l'Éducation : les records de longévité...



- 1 Jean-Michel Blanquer**  
17 mai 2017-...  
**4 ans 3 mois 27 jours**
- 2 Christian Fouchet**  
6 déc. 1962-1<sup>er</sup> avril 1967  
**4 ans 3 mois 26 jours**
- 3 François Bayrou**  
30 mars 1993-2 juin 1997  
**4 ans 2 mois 3 jours**
- 4 Lionel Jospin**  
12 mai 1988-2 avril 1992  
**3 ans 10 mois 21 jours**
- 5 René Haby**  
28 mai 1974-5 avril 1978  
**3 ans 10 mois 8 jours**

## ... et de brièveté

- 1 François-Xavier Ortoli**  
30 mai-10 juillet 1968  
**1 mois 11 jours**
- 2 Benoît Hamon**  
2 avril-26 août 2014  
**4 mois 24 jours**
- 3 Pierre Sudreau**  
15 avril-15 octobre 1962  
**6 mois**
- 4 Jean Berthoin**  
1<sup>er</sup> juin 1958-8 janvier 1959  
**7 mois 7 jours**
- 5 Louis Joxe**  
15 janvier-22 novembre 1960  
**10 mois 7 jours**

*Classement des ministres de la V<sup>e</sup> République. Les périodes d'intérim ne sont pas comptabilisées.*

L'INFOGRAPHIE. SOURCE : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION.



L'outrance et le pessimisme ne font pas un programme présidentiel. Zemmour est grisé par ses propres excès.



Je ne recule pas devant la pression. Je ne cède pas au rapport de force.



Plus on aime ce ministère, moins il est difficile. Il ne faut pas vivre sur le mythe du « mammouth », mais sur une réalité. Cette réalité est belle.





LP / PHILIPPE LAVIELLE

Ministre de l'Éducation nationale depuis quatre ans, trois mois et vingt-sept jours, Jean-Michel Blanquer a battu le record de longévité dans cette fonction détenu par Christian Foucher, ministre sous de Gaulle.

